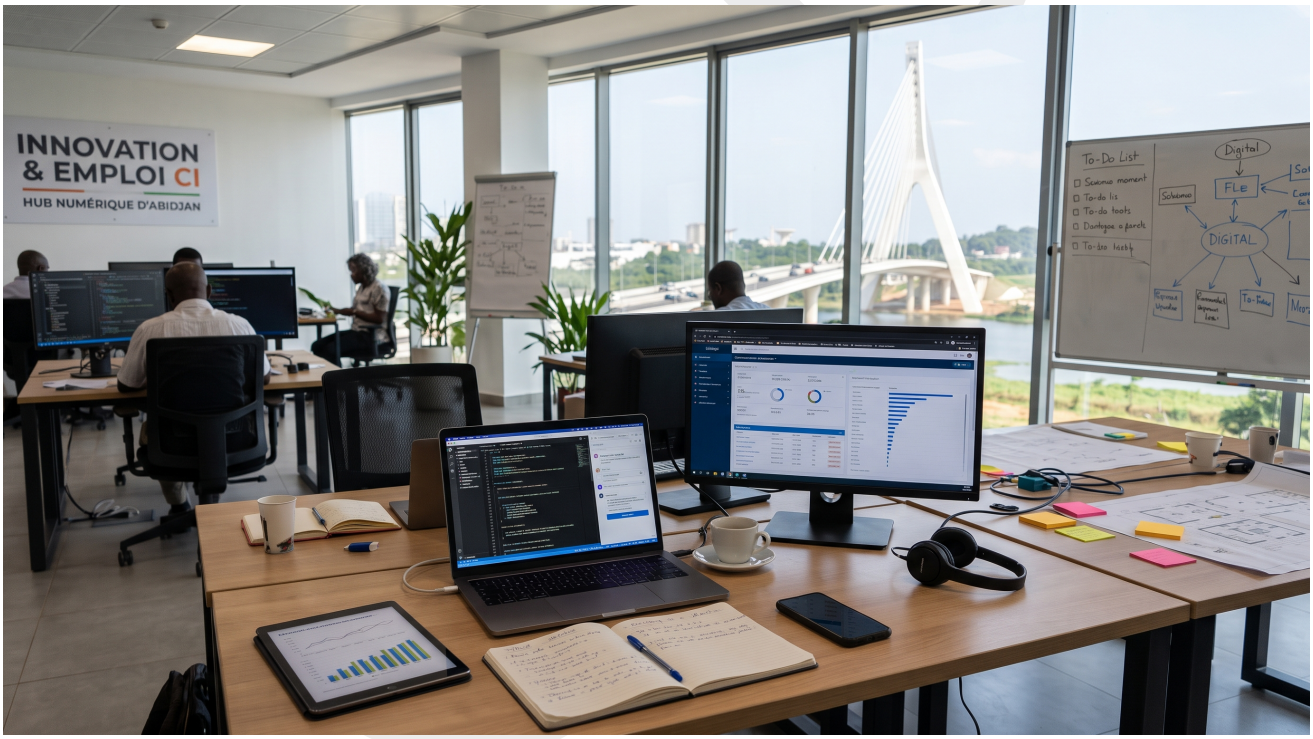
CEP
CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES

Note d'analyse

Transformation numérique :

Le marché de l'emploi en Côte d'Ivoire



Auteur	Département de recherche
Date	Juillet 2026
Reference	CEP-NOTE-07-2026

Introduction 1

La transformation numérique renvoie aux effets engendrés par l'exploitation des technologies numériques et des données sur les activités déjà établies ainsi que sur les nouvelles activités[1]. Elle s'est intensifiée avec la diffusion des technologies numériques à l'échelle mondiale. En effet, la proportion d'utilisateurs d'internet dans le monde est passée de 16% en 2005 à 74% en 2025 (Banque mondiale, 2026). Sur la même période, le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile a été multiplié par plus de quatre, augmentant de 2,21 milliards à 9,17 milliards (Banque mondiale, 2026). L'Afrique subsaharienne suit une dynamique de progression similaire. Le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile y est passé d'environ 90 millions en 2005 à 1,2 milliard en 2025. Par ailleurs, les statistiques de la Banque mondiale (2026) montrent que dans cette région, la fraction de la population utilisant internet, qui n'était que de 2% en 2005, a atteint 35,7% en 2025..

En Côte d'Ivoire, les technologies numériques occupent une place de plus en plus grande. Selon l'Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI) (2018), elles représentent environ 9% du PIB et contribuent à hauteur de 14% des impôts et taxes recouvrés en Côte d'Ivoire en 2016 [2]. En termes d'utilisation, le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile est estimé à 172 pour 100 habitants ; ce qui dénote une forte pénétration des services mobiles au sein de la population. De plus, la proportion de la population connectée à internet connaît une tendance haussière. À partir de 2014, une progression notable du nombre d'usagers d'internet est observée, excédant 40% de la population en 2017 ; ce qui témoigne d'une diffusion rapide des technologies numériques dans le pays. Malgré cet essor remarquable des technologies numériques, quelques obstacles subsistent, surtout en matière d'employabilité, de formation et d'inclusion. En effet, la transformation numérique tend à reconfigurer les modes de production, les formes d'organisation du travail ainsi que les chaînes de valeur. Ces évolutions peuvent se solder à la fois par la création de nouvelles opportunités d'emploi et par la disparition de certains métiers, tout en modifiant les compétences requises et en accentuant les inégalités sur le marché du travail. Face à ces mutations éventuelles, il s'avère nécessaire de disposer d'une analyse du marché du travail à l'ère du numérique. L'objectif de cette note est d'examiner les implications de la transition/transformation numérique sur le marché de l'emploi en Côte d'Ivoire.

Évolution du marché de l'emploi en Côte d'Ivoire 2

Le marché du travail en Côte d'Ivoire, à l'instar de ceux des pays en développement, se caractérise par une dualité entre les secteurs formel et informel.

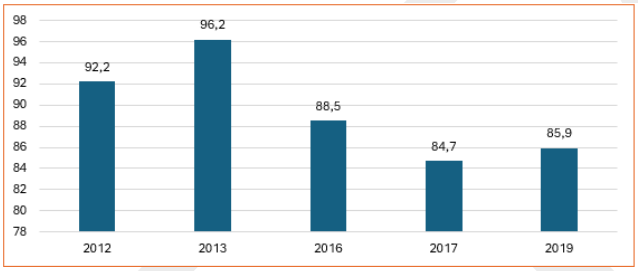
Secteur informel

[1] https://www.oecd.org/fr/topics/policy-issues/digital-transformation.html

[2] https://www.artci.ci/images/stories/pdf/rapport$_activite/message_cles_pib2017.pdf$

Le secteur informel reste la principale source d'emplois. En effet, plus de quatre emplois sur cinq relèvent du secteur informel (graphique 1). En 2012, la part de ce secteur s'établit à 92,2% de l'emploi total. Cette proportion s'est accrue de 4 points de pourcentage en 2013 pour atteindre 96,2%, soit son niveau le plus élevé de la période considérée. Depuis 2016, une inversion de tendance est toutefois constatée : le poids relatif de l'informel recule à 88,5%, puis à 84,7% en 2017. En 2019, cette proportion remonte légèrement à 85,9%, sans retrouver les niveaux particulièrement élevés enregistrés en 2012 et 2013. Dans l'ensemble, cette évolution à la baisse entre 2016 et 2017, l'emploi informel demeure prédominant, représentant toujours plus de quatre emplois sur cinq.

Graphique 1: Évolution de la part de l'emploi informel, 2012-2019

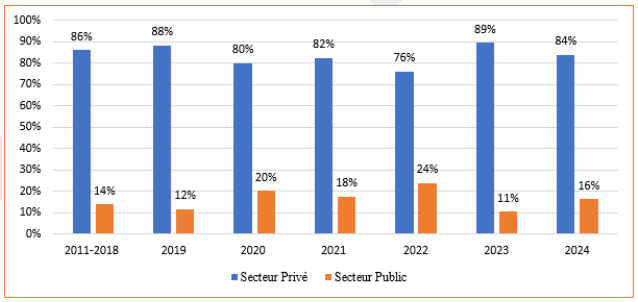


Source : A partir des données ILOSTAT, 2024

Secteur Informel

Concernant le secteur formel, l'emploi y est largement dominé par le secteur privé (graphique 2). De fait, plus de 75% des emplois proviennent de ce secteur. Entre 2011 et 2018, ledit secteur concentre 86% des emplois formels contre 14% pour le secteur public.

Graphique 2: Évolution de l'emploi dans le secteur formel



Source : Ministère de l'emploi et de la protection sociale, Déc. 2025

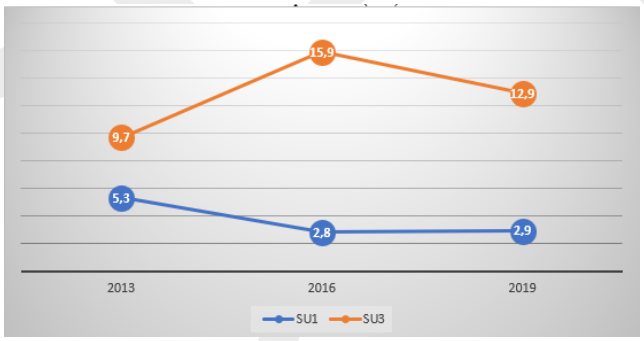
Les données de 2023 et 2024 suggèrent la poursuite de la prépondérance du secteur privé, probablement en lien avec les politiques de promotion de l'investissement privé, notamment le Code des investissements, qui a été réformé en 2018, puis modifié en 2024. Par ailleurs, le gouvernement accorde une place centrale au secteur privé dans la mise en œuvre des différents Plans Nationaux de Développement (PND). Ainsi, dans le premier PND (2011–2015), l'investissement privé approchait un tiers de l'investissement total, avant de progresser considérablement pour atteindre près de

70% dans le second PND (2016–2020). Cette dynamique se confirme dans le troisième PND (2020–2025) de même que dans les orientations du PND 2026–2030, où la part du secteur privé avoisine les trois quarts de l'investissement total.

Sous-utilisation de la main d'œuvre

La sous-utilisation de la main d'œuvre est analysée à travers le taux de chômage au sens du BIT (SU1) et du chômage combiné à la main d'œuvre potentielle [3] (SU3). Les statistiques révèlent que le taux de chômage au sens du BIT reste relativement faible en Côte d'Ivoire, oscillant entre 5,3% et 2,9% sur la période 2013-2019. Cependant, en raison du poids important de l'économie informelle, cet indicateur apparaît peu pertinent pour rendre compte des réalités du marché du travail (Elbahnasawy et al., 2016). En revanche, l'examen du taux de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3), qui constitue un indicateur élargi de sous-utilisation de la main-d'œuvre, met en évidence une dynamique différente. Celui-ci est en hausse, passant de 9,7% en 2013 à 12,9% en 2019. Cette évolution prouve que la sous-utilisation de la main-d'œuvre est plus importante que ne le laisse apparaître le seul taux de chômage au sens du BIT.

Graphique 3: Évolution du taux de chômage au sens du BIT (SU1) et du taux chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3)



Source : A partir des enquêtes ENSETE, 2013 ; ENSESI 2016 ; ENE 2019

Un focus sur les jeunes met en lumière leur forte exposition au chômage et au sous-emploi. Le taux de chômage au sens du BIT (SU1) des jeunes de 20 à 24 ans est particulièrement élevé, atteignant 6,2%, contre 2,9% pour l'ensemble de la population active (ENE, 2019). Quant au taux de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3), il se situe à 24,4% chez les 16-24 ans, soit un niveau nettement supérieur à celui observé pour l'ensemble de la population (12,9%), alors qu'il est de 13,8% pour les 25-34 ans (ENE, 2019).

Inadéquation formation - emploi

Le marché du travail est caractérisé par un décalage entre les compétences des travailleurs et les

[3] La main d'œuvre potentielle représente des personnes qui, pour diverses raisons, se sont retirées du marché du travail et peuvent y revenir à tout instant lorsqu'elles estiment que les signaux que renvoie le marché du travail sont positifs (Rapport ENE, 2020).

compétences requises pour occuper un emploi donné. Kouakou et Yapo (2019) soulignent que, entre 2012 et 2016, le taux d'inadéquation était de 75,87%. L'analyse sur les formes d'inadéquation révèle que 61,38% des travailleurs étaient en situation de sur-éducation, tandis que 59,19% l'étaient en situation de sous-éducation.% se déclaraient insuffisamment qualifiés (Kouakou et Yapo, 2019). Aujourd'hui, avec le développement rapide des technologies numériques et l'émergence de l'intelligence artificielle, cet écart entre les besoins des entreprises et les compétences des demandeurs d'emploi pourrait s'accentuer si les curricula de formation ne sont pas adaptés.

Secteurs porteurs

Le Plan National de Développement (PND) 2026-2030 identifie plusieurs secteurs porteurs de croissance : agriculture, ressources animales et halieutiques, industrie, mines, hydrocarbures et énergie, commerce, transport, économie numérique et poste, tourisme, artisanat. Le secteur du numérique apparaît comme un moteur essentiel de la stratégie de développement de la Côte d'Ivoire et exerce une influence transversale sur l'ensemble des domaines d'activité susmentionnés. Son essor ouvre de nouvelles perspectives d'emploi, tout en soulevant des défis relatifs à l'adaptation des compétences et à l'inclusion de tous les travailleurs.

Rôle des PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) forment le pilier fondamental du tissu économique de la Côte d'Ivoire. Elles représentent près de 98% du secteur privé (Portail officiel du gouvernement, 2026 [4]) et contribuent à environ 23% du PIB en 2021. Au-delà de leur poids économique, les PME jouent un rôle déterminant sur le marché du travail. En 2024, elles fourniront plus de 45 000 emplois, soit environ 48% des nouveaux postes générés (Portail officiel du gouvernement, 2026) [5].

Emploi dans le secteur du numérique 3

Le secteur du numérique constitue l'un des plus importants pourvoyeurs d'emploi en Côte d'Ivoire. Selon l'ARTCI (2018), il a généré près de 100 000 emplois en 2016, dont 17% d'emplois directs, 74% d'emplois indirects et 9% d'emplois induits.

D'après la Direction Générale de l'Emploi (DGE) [6], la demande de compétences dans le secteur numérique vise essentiellement les infographes et designers (18,66%), les développeurs web et mobile (15,31%), les informaticiens (12,11%), les spécialistes en réseaux informatiques et télécommunications (10%) ainsi que les *community managers* (6,6%), entre autres. En outre, les profils de plus en plus recherchés dans le secteur numérique incluent les ingénieurs cloud et réseaux, les *data scientists*, les pilotes de drones, de même que les concepteurs et développeurs d'applications

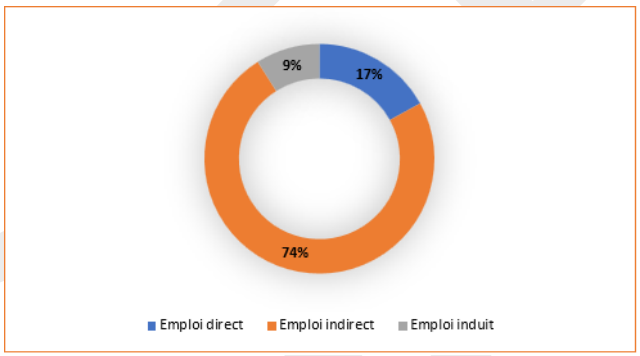
[4] https://www.gouv.ci/actualite/cote-divoire-pme-plus-de-56-000-entreprises-accompagnees-depuis-2017-dont-pres-de-13-000-en-2024-2349

[5] https://www.gouv.ci/actualite/cote-divoire-pme-plus-de-56-000-entreprises-accompagnees-depuis-2017-dont-pres-de-13-000-En

[6] https://www.directiongeneraleemploi.ci/detail-content-category/rencontres/le-secteur-du-numerique-est-le-plus-grand-pourvoyeur-demploi-dans-le-pays-officiel-1

embarquées et d'intelligence artificielle. En ce qui concerne les compétences offertes en Côte d'Ivoire, l'analyse des curricula des établissements publics d'enseignement supérieur, notamment l'Ecole Supérieure Africaine des TIC (ESATIC) et l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI), fait ressortir une diversité de profils préparés dans le domaine du numérique. Ces institutions assurent la formation aux métiers de techniciens réseaux, d'ingénieurs télécoms et d'architectes réseaux, ainsi qu'aux métiers du web et de la communication digitale (webmaster, infographiste, webdesigner, *community managers*, entre autres). Par ailleurs, elles développent des compétences avancées dans des domaines émergents tels que la data science, le *cloud computing*, la cybersécurité, la blockchain et l'intelligence artificielle. Toutefois, au regard de la demande sans cesse croissante pour ces compétences émergentes et de la capacité encore limitée de l'offre de formation au sein des établissements publics d'enseignement supérieur dans ces spécialités, il apparaît que le système de formation actuel pourrait ne pas répondre de manière adéquate aux besoins des entreprises.

Graphique 4: Répartition des emplois générés par le secteur numérique en Côte d'Ivoire



Source : ARTCI, 2018

Opportunités offertes par la transformation numérique 4

La transformation numérique offre de nombreuses opportunités pour les économies. Elle exerce un effet globalement positif sur l'emploi en favorisant l'émergence de nouveaux secteurs d'activité et de nouvelles formes d'emploi, précisément dans les domaines du développement de logiciels, de l'analyse de données, de l'intelligence artificielle et du commerce en ligne.

Création d'emplois et impulsion de l'activité économique

Le numérique s'affirme également comme un levier important pour l'entrepreneuriat, en facilitant la création et le développement d'activités innovantes. La littérature économique stipule que les TIC ont un effet positif sur les emplois (Avom et al., 2021 ; Huang, 2024). Bien que la diffusion des TIC puisse provoquer des pertes d'emplois, singulièrement parmi les travailleurs faiblement qualifiés, Avom et al. (2021) argumentent qu'elles génèrent généralement davantage d'emplois qualifiés et très qualifiés qu'elles n'en détruisent. De même, Huang (2024) montre que la transformation

numérique des entreprises exerce un effet positif sur la création d'emplois et favorise la stabilité de l'emploi à travers la réduction des coûts d'exploitation, l'amélioration de la rentabilité et l'accroissement de la productivité du travail. En outre, l'ARTCI (2018) rapporte qu'un emploi direct créé dans le secteur du numérique engendre en moyenne cinq emplois indirects et un emploi induit, illustrant un effet d'entraînement significatif sur l'emploi total.

Gains de productivité et transformation des modes de travail

Les TIC stimulent la productivité et favorisent la vulgarisation du travail à distance (télétravail). Cet apport s'est avéré manifeste durant la COVID-19, marquée par les mesures de distanciation sociale et de restriction des déplacements. Par ailleurs, les TIC peuvent concourir à atténuer l'ampleur de l'économie informelle dans les pays africains, à travers le développement financier, le renforcement du capital humain et l'amélioration de la gouvernance (Ndoya et al., 2023).

Contraintes et risques liés à la transformation numérique 5

La diffusion des technologies numériques en Côte d'Ivoire se heurte à des contraintes. Premièrement, certaines zones du centre et du nord du pays sont insuffisamment couvertes par le réseau mobile 3G. Cela restreint l'accès aux services numériques et aggrave la fracture territoriale. Deuxièmement, il existe des disparités d'accès selon le milieu de résidence : 81% des ménages urbains disposent d'un accès à internet contre 50% en zone rurale en 2022 (ARTCI, 2023). De plus, l'accès individuel aux équipements reste faible : moins de 40% de la population possède un smartphone et seulement 14,4% des ménages sont équipés d'un ordinateur (ARTCI, 2023). Aux disparités d'accès au numérique s'ajoute la question de la compétence dans l'utilisation des outils numériques.

Niveau de compétence numérique

L'ARTCI (2023) indique que l'usage de l'ordinateur reste, pour l'essentiel, circonscrit aux tâches de base, telles que copier ou déplacer un fichier. Les applications intermédiaires, requérant des aptitudes plus opérationnelles, ne sont assurées que par un peu plus des deux tiers des utilisateurs, tandis que celles nécessitant un niveau d'études supérieur ou une spécialisation professionnelle ne concernent qu'une fraction inférieure à 10% de la population. Le déficit de compétences opérationnelles, le désintérêt et la méconnaissance d'internet sont les principales causes de non-utilisation de cet outil fondamental. Cette faible expertise numérique est particulièrement prononcée chez les femmes et les personnes en situation de handicap (ARTCI, 2023). La maîtrise insuffisante des TIC freine l'accès aux opportunités d'emploi offertes par l'économie numérique. Par conséquent, l'évolution rapide des technologies numériques, portée par l'expansion des outils digitaux et désormais par l'intelligence artificielle, accroît les exigences en matière de compétences techniques et numériques sur le marché du travail. Dans ces conditions, la déficience en aptitudes numériques au sein d'une

partie de la population réduit sa capacité à tirer tout le bénéfice des opportunités du marché du travail.

Destruction d'emploi

Les technologies numériques peuvent tout aussi bien être une source de destruction d'emplois. En effet, la littérature économique énonce que la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) entraîne une polarisation du marché du travail. Avom et al. (2021) avancent que l'adoption des TIC détériore les emplois faiblement et moyennement qualifiés au profit d'emplois plus qualifiés dans les pays de l'UEMOA. En outre, Gmyrek et al. (2025) mentionnent que l'intelligence artificielle pourrait transformer des millions d'emplois dans le monde, dans la mesure où quasiment 25% des emplois sont potentiellement exposés à l'automatisation. Les emplois de bureau et les fonctions administratives sont parmi les plus vulnérables à ces transformations. Par ailleurs, certains secteurs, notamment ceux du logiciel, des médias et de la finance, sont susceptibles d'être lourdement affectés par ces innovations technologiques.

Conclusion 6

Les TIC représentent une opportunité considérable pour le développement économique et la création d'emplois en Côte d'Ivoire. Le secteur du numérique contribue déjà de manière remarquable à l'activité économique et génère de nombreux emplois directs et indirects. De plus, la diffusion des TIC favorise l'émergence de nouveaux métiers, encourage l'entrepreneuriat et peut concourir à améliorer la productivité des entreprises, conjointement avec la réorganisation du travail (télétravail, par exemple). Néanmoins, pour que ces opportunités procurent pleinement des gains en matière d'emploi, plusieurs obstacles doivent être levés. Les inégalités d'accès aux infrastructures numériques et le déficit de compétences numériques dans certaines couches de la population constituent des freins importants. En outre, la diffusion rapide des technologies numériques peut accélérer la création d'emplois, mais également faire disparaître progressivement certaines activités professionnelles. Dans ces conditions, il s'avère nécessaire de renforcer les politiques visant à promouvoir l'inclusion numérique, à soutenir l'accessibilité aux infrastructures et à consolider les expertises digitales, pour permettre au marché du travail d'exploiter avantageusement et entièrement les potentialités offertes par la transformation numérique. Il s'agit notamment de : (i) poursuivre les investissements dans les infrastructures numériques afin de réduire les inégalités d'accès au numérique ; (ii) renforcer l'offre de formation dans les domaines les plus recherchés sur le marché du travail, notamment ceux liés au cloud et aux réseaux, à la data science, ainsi qu'à l'intelligence artificielle ; et (iii) adapter de manière continue les curricula de formation afin de répondre aux besoins spécifiques des entreprises et aux évolutions du marché du travail. Une telle dynamique devrait s'inscrire dans une approche prospective en vue d'anticiper les mutations liées à la transformation numérique et leurs implications sur la trajectoire de l'emploi en Côte d'Ivoire.